



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Légalité
Bureau des Procédures environnementales
et de l'utilité publique**

Arrêté complémentaire DL-BPEUP n° 2026 - 012 du 30 JAN. 2026
fixant des prescriptions additionnelles et modifiant
l'arrêté préfectoral DRCLE-1 n° 09 - 866 du 15 avril 2009 autorisant la S.A. PARC DU REYNOU
à ouvrir un établissement zoologique à caractère fixe et permanent
présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère
au lieu-dit « Domaine du Reynou » - LE VIGEN

Le Préfet de la Haute-Vienne

**Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2016/145 de la Commission du 4 février 2016 portant adoption du document-type servant de justificatif pour le permis délivré par les autorités compétentes des Etats membres autorisant des établissements à mener certaines activités sur des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2016/1141 de la Commission du 13 juillet 2016 adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2017/1263 de la Commission du 12 juillet 2017 portant mise à jour de la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union établie par le règlement d'exécution (UE) n° 2016/1141 conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2019/1262 de la Commission du 25 juillet 2019 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 2016/1141 pour mettre à jour la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union ;

Vu le code de l'environnement et notamment les livres II, IV et V parties législative et réglementaire ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2017-595 du 21 avril 2017 relatif au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 modifié définissant deux catégories d'établissements, autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (demande biochimique en oxygène mesurée à 5 jours) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCLE 1 n° 09-866 du 15 avril 2009 autorisant la S.A. PARC PAYSAGER ET ANIMALIER DU REYNOU à ouvrir, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et au titre de la protection de la nature, sur la commune du VIGEN au lieu-dit "Le Reynou" un établissement zoologique à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DCE/BPE n° 2015-040 du 8 avril 2015 fixant des prescriptions additionnelles modifiant l'arrêté préfectoral DRCLE 1 n° 09-866 du 15 avril 2009 autorisant la S.A. PARC PAYSAGER ET ANIMALIER DU REYNOU à ouvrir un établissement à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère au lieu-dit « Le Reynou » sur la commune du VIGEN ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-053-03-ddetspp en date du 6 mars 2023 portant octroi d'un certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux non domestiques au sein d'un établissement à caractère fixe et permanent à Monsieur Nicolas LEFRERE à titre probatoire pour une durée de 3 ans ;

Vu les modifications portées à la connaissance du préfet par la S.A. PARC DU REYNOU sur les évolutions au sein de l'établissement depuis 2015 par courriers des 3 septembre 2019, 7 mai 2021 et 5 mars 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du pétitionnaire le 20 août 2025 ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté notifiée par message électronique du 27 août 2025 ;

Considérant que les modifications portent sur :

- la construction d'une nouvelle zone pour les animaux en soin, d'un nouvel enclos pour les tigres et de deux volières pour des rapaces nocturnes européens ;
- la création d'un nouveau bâtiment dans la plaine africaine ;
- le réaménagement de l'ancien enclos des pumas avec destruction du bâtiment existant et installation d'un paddock en grilles destiné à l'accueil des magots ;
- la réalisation d'un nocturama avec une volière extérieure ;
- l'aménagement en volière d'un espace entre deux bâtiments pour des chouettes hulottes et effraies ;
- l'installation de deux enclos, un paddock et deux loges pour les ours polaires ;
- l'aménagement d'une installation extérieure dédiée aux tortues grecques et d'Hermann ;
- l'installation d'une station d'épuration autonome de filtres à sable plantés de roseaux pour le traitement des eaux résiduaires de l'établissement ;
- l'évolution de la liste des espèces de l'Annexe I de l'autorisation d'ouverture ;

Considérant la demande d'autorisation concernant les individus de *Muntiacus reevesi* (Muntjac de Reeves) de *Procyon lotor* (Raton laveur) d'*Alopochen aegyptiaca* (Ochette d'Egypte) de *Trachemys scripta* (Tortue de Floride) et d'*Axis axis* (Cerf axis), au regard des actions de détention, déposée par Monsieur Nicolas LEFRERE, P.D.G. de la S.A. PARC DU REYNOU, auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Vienne ;

Considérant l'avis favorable de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Vienne en date du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande de l'établissement S.A. PARC DU REYNOU vise à conserver de façon captive 5 individus *Muntiacus reevesi* (Muntjac de Reeves), une douzaine d'individus *Procyon lotor* (Raton laveur), 4 individus *Alopochen aegyptiaca* (Ochette d'Egypte), 2 individus *Trachemys scripta* (Tortue de Floride) et une trentaine d'individus *Axis axis* (Cerf axis) dans un objectif conservatoire et de présentation au public ;

Considérant que les spécimens de *Muntiacus reevesi*, *Procyon lotor*, *Alopochen aegyptiaca*, *Trachemys scripta* et *Axis axis* proviennent soit du milieu naturel soit d'un établissement zoologique, que ces espèces sont considérées comme des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne au titre des règlements sus-cités et de l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la métropole, que leur introduction est susceptible d'entraîner des impacts environnementaux, sanitaires et socio-économiques ;

Considérant que la qualification du responsable de l'entretien, attestée par le certificat de capacité, et le respect des conditions d'aménagement et d'exploitation de l'établissement PARC DU REYNOU, telles que définies dans l'arrêté d'autorisation d'ouverture DRCLE 1 n° 09-866 modifié et dans la présente décision, permettent, en raison du confinement permanent des spécimens sus-cités et des précautions prises lors de leur manipulation et de leur entretien, de prévenir les risques afférents à leur sécurité, à la sécurité et la tranquillité des tiers, le risque d'introduction dans le milieu naturel et de transmission de pathologies humaines ou animales et le risque d'impacts socio-économiques ;

Considérant que les modifications portées à la connaissance du préfet par la S.A. PARC DU REYNOU ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant la présence au sein de cet établissement d'élevage d'une personne responsable titulaire du certificat de capacité pour la présentation au public d'espèces d'animaux non domestiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne ;

Arrête

Article premier – Bénéficiaire et portée de l'autorisation : l'arrêté préfectoral DRCLE 1 n° 09-866 du 15 avril 2009 modifié par l'arrêté complémentaire DCE/BPE n° 2015-040 du 8 avril 2015 autorisant l'ouverture de la S.A. PARC DU REYNOU est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Modifications :

2-1 – Modification de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'alinéa 2-1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral, cité à l'article premier, est remplacée par celle établie comme suit :

Rubrique	Nature des activités	Détail des installations et activités	Régime
2140	<p>Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques correspondants aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ;– présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du code l'environnement ;– présentation au public d'arthropodes. <p><i>Nota : sont visées les installations présentes sur un même site au moins 90 jours par an consécutifs ou non et dont l'activité de présentation au public est d'au moins 7 jours par an sur ce site</i></p>	Voir Annexe I	Autorisation

2-2 – Modification de l'article 25 de l'arrêté préfectoral cité à l'article 1^{er} intitulé « Gestion des eaux résiduaires » :

25-3 Traitement

25-3-3 – Station de traitement

Les eaux résiduaires sont rejetées dans le milieu naturel, le ruisseau du Roseau, après traitement par une station d'épuration autonome de filtres à sable plantés de roseaux à deux étages verticaux.

Les outils de traitement et les canalisations, quels qu'ils soient, doivent être équipés, maintenus en parfait état de fonctionnement et entretenus correctement. Ils ne doivent pas être source de nuisance pour le voisinage et l'environnement.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

2-3 – Modification de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral cité à l'article premier :

L'annexe 1 du présent arrêté remplace l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral cité à l'article premier.

Article 3 – Publicité : conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du VIGEN et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie du VIGEN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 – Recours : le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Limoges ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code précité ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 – Exécution : le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, inspection des installations classées, et le maire du VIGEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Limoges, le **30 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Laurent MONBRUN

Arrêté DL-BPEUP n° 2026-012 du **30 JAN. 2026**
fixant des prescriptions additionnelles et modifiant
l'arrêté préfectoral DRCLE-1 n° 09 - 866 du 15 avril 2009 autorisant la S.A. PARC DU REYNOU
à ouvrir un établissement zoologique à caractère fixe et permanent
présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère
au lieu-dit « Domaine du Reynou » - LE VIGEN

Annexe 1 : Liste des espèces non domestiques autorisées

Classe	Demande	Niveau zoologique	Nombre d'animaux	Nombre d'espèces
Mammifères	Macropodidae	Famille	30	3
	Lemuridae	Famille	30	7
	Aotidae	Famille	5	1
	Atelidae	Famille	10	1
	Cebidae	Famille	70	12
	Cheirogaleidae	Famille	5	1
	Galagidae	Famille	5	1
	Indridae	Famille	5	1
	Lorisidae	Famille	10	2
	Pitheciidae	Famille	15	3
	Cercopithecidae	Famille	35	6
	Hylobatidae	Famille	10	3
	Rodentia	Ordre	150	10
	Hyracoidae	Ordre	20	2
	Pteropodidae	Famille	100	2
	Canidae	Famille	25	5
	Ursidae	Famille	4	1
	Procyonidae	Famille	25	5
	Viverridae	Famille	10	2
	Ailurus fulgens	Espèce	5	-
	Herpestidae	Famille	20	4
	Lutridae	Famille	6	2
	Eupleridae	Famille	5	1
	Felidae	Famille	30	7
	Tapiridae	Famille	5	1
	Ceratotherium simum	Espèce	5	1
	Equidae	Famille	20	4
	Hexaprotodon liberiensis	Espèce	5	-
	Camelidae	Famille	20	5
	Suidae	Famille	15	2
	Giraffa spp.	Genre	5	-
	Cervidae	Famille	70	7
	Bovidae	Famille	140	20

POUR ETRE ANNEXE
arrêté du 30 JAN 2026

LE PREFET
Pour le Préfet

Le Secrétaire Général.

Laurent MONBRUN

Oiseaux	Struthio camelus	Espèce	10	-
	Rhea spp.	Genre	10	2
	Dromaius novaehollandiae	Espèce	6	-
	Phasianidae	Famille	75	15
	Numididae	Famille	15	2
	Anatidae	Famille	75	-
	Dacelo spp.	Genre	8	1
	Colombidae	Famille	10	2
	Vanellus miles	Espèce	10	-
	Psittacidae	Famille	60	15
	Strigidae	Famille	30	10
	Gruinae	Sous Famille	10	-
	Rallidae	Famille	6	-
	Accipitridae	Famille	25	7
	Threskiornithidae	Famille	20	2
	Phoenicopterus spp.	Genre	20	-
	Pelecanus spp.	Genre	15	-
	Ciconiidae	Famille	20	-
	Cathartidae	Famille	20	-
	Ramphastos	Genre	6	-
	Bucorvus	Genre	6	-
Reptiles	Emydidae	Famille	100	
	Testudinidae	Famille	25	5
	Python regius	Espèce	6	
	Cenchria spp.	Genre	4	1
	Pantherophis guttatus	Espèce	4	
	Candoia spp.	Genre	4	1

VU POUR ETRE ANNEXE
à l'arrêté du 30 JAN 2026

LE PREFET
Pour le Préfet
le Secrétaire Général

Laurent MONBRUN